

Liste des lois abrogées entre 1985 et 2020 et enlevées du Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables un an après la date d'abrogation.

C

Câble du Pacifique de 1899, Acte du — 1899, ch. 3
(Pacific Cable Act)

LOI ABROGÉE 1929, ch. 50, art. 2
EEV, 1929, ch. 50, art. 2, en vigueur 01.07.42 voir DORS/1942 (n° 1312) I, p. 705

Câble du Pacifique de 1899, Acte modifiant l'Acte du — 1901, ch. 5
(An Act to amend the Pacific Cable Act, 1899)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 27, art. 68 (Ann. IV, n° 10)
EEV, 1988, ch. 27, art. 68 (Ann. IV, n° 10)

Caisse d'aide à la santé, Loi sur la — S.R.C. 1970, ch. H-4
(Health Resources Fund Act)

LOI ABROGÉE 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 40
EEV, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 40 en vigueur à la sanction 28.02.92

Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard, Loi de la — 1906-07, ch. 22
(Intercolonial and Prince Edward Island Railways Employees' Provident Fund Act)

LOI ABROGÉE 2010, ch. 12, art. 1784
EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1784 en vigueur 27.08.2010 voir TR/2010-72

Canadian National (Vermont Central), 1930, Loi financière du — 1930, ch. 7
(Canadian National (Central Vermont) Financing Act)

ABROGÉ, L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 20
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur à la sanction 04.02.88

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, Loi sur le — L.R. (1985), ch. 54 (4^e suppl.)
(International Centre for Human Rights and Democratic Development Act)

LOI ABROGÉE, 2012, ch. 19, art. 504 (en vigueur)
art. 7, 1993, ch. 34, art. 87(F)
art. 13, 2001, ch. 27, art. 256
art. 17, 2001, ch. 27, art. 257
art. 20, 2001, ch. 27, art. 258
art. 23, 2003, ch. 22, al. 224z.42)(A) et 225 z.4)(A)
art. 27, 1999, ch. 31, al. 246(h)(F)
art. 31, 2012, ch. 19, art. 490
dispositions générales, 2012, ch. 19, art. 491 (interprétation) et art. 492 à 495 (liquidation) (art. 495 tel que modifié par 2013, ch. 33, al. 195(1)c))
dispositions transitoires, 2012, ch. 19, art. 496 à 500
EEV, L.R., ch. 54 (4^e suppl.) en vigueur 30.09.88
EEV, 1993, ch. 34, art. 87 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1999, ch. 31, art. 246 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 27, art. 256 à 258 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2012, ch. 19, art. 490 à 495 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 496 à 500 et 504 en vigueur 27.07.2012 voir TR/2012-61
EEV, 2013, ch. 33, art. 195 en vigueur à la sanction 26.06.2013.

Centre international d'exploitation des océans, Loi sur le — L.R. (1985), ch. 17 (1^{er} suppl.)
(International Centre for Ocean Development Act)

LOI ABROGÉE 1993, ch. 1, art. 29
EEV, 1993, ch. 1, art. 29 en vigueur 26.03.93 voir TR/93-48

Chemins de fer, Loi sur les — L.R. (1985), ch. R-3
(Railway Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 10, art. 185
EEV, 1991, ch. 24, art. 13 de l'Annexe III, tel qu'édicté par l'art. 51, abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2012 voir 2008, ch. 20, art. 3
EEV, 1996, ch. 10, par. 185(1) mentionne : « Sous réserve du par. (2), la *Loi sur les chemins de fer* est abrogée, sauf dans la mesure où le par. 14(1), à l'exception de l'al. b), et les art. 15 à 80, 84 à 89, 96 à 98 et 109 de celle-ci

C

continuent de s'appliquer à une compagnie de chemin de fer qui est autorisée à construire et à exploiter un chemin de fer en vertu d'une loi spéciale et n'a pas été prorogée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Les art. 185, 201 et 201.1 en vigueur 01.07.96 voir TR/96-53; art. 264 à 270, 344, 345 et 358 de la *Loi sur les chemins de fer* sont abrogés 01.07.96 voir TR/96-54 voir aussi par. 185(3) pour l'application de ces dispositions après l'entrée en vigueur de l'art. 185

EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur à la sanction 04.02.88

Chemins de Saskatchewan et d'Alberta, Loi des — S.R.C. 1927, ch. 180
(*Saskatchewan and Alberta Roads Act*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 40
EEV, 1988, ch. 2 en vigueur à la sanction 04.02.88

Chemins de fer de l'État, Loi sur les — L.R. (1985), ch. G-7
(*Government Railways Act*)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 10, art. 182
EEV, 1996, ch. 10, art. 182 en vigueur 01.07.96 voir TR/96-53

Chômage et l'assistance à l'agriculture, 1937, Loi sur le soulagement du — 1937, ch. 44
(*Unemployment and Agricultural Assistance*)

ABROGÉE, L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 1
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur à la sanction 04.02.89

Chemins de fer nationaux du Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. C-19
(*Canadian National Railways Act*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 24, art. 19
Loi abrogée à la date de prorogation, 24.08.95 voir *Gazette du Canada Partie I*, Vol. 129, n° 36, p. 3154

Chômage et l'assistance à l'agriculture, 1938, Loi sur le soulagement du — 1938, ch. 25
(*Unemployment and Agricultural Assistance*)

ABROGÉE, L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 2
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur à la sanction 04.02.88

Chemins de fer nationaux du Canada, Loi sur les emprunts des — 1936, ch. 27
(*Canadian National Railways Loan*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 24, art. 20, ann. II, art. 1
EEV, 1995, ch. 24, art. 20, ann. II, art. 1 en vigueur à la sanction 13.07.95

Chômage et l'assistance de l'agriculture, 1939, Loi sur le soulagement du — 1939, ch. 26
(*Unemployment and Agriculture Assistance*)

ABROGÉE, L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 3
EEV, ch. 1 (4^e suppl.), art. 68 en vigueur à la sanction 04.02.88

Chemins de fer nationaux du Canada, Loi sur la révision du capital des — S.R.C. 1952, ch. 311
(*Canadian National Railways Capital Revision*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 24, art. 20, ann. II, art. 3
EEV, 1995, ch. 24, art. 20, ann. II, art. 3 en vigueur à la sanction 13.07.95

Code maritime, Loi sur le — 1977-78, ch. 41
(*Maritime Code*)

LOI ABROGÉE 2001, ch. 26, art. 333
EEF, 2001, ch. 26, art. 333 en vigueur 01.07.2007 voir TR/2007-65

Chemins de fer nationaux du Canada (Vermont Central) (financement) — 1930, ch. 7
(*Canadian National (Central Vermont) Financing Act*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, art. 20

Combustible domestique, 1927, Loi du — 1926-27, ch. 52
(*Domestic Fuel Act*)

ABROGÉ, L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 13
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur à la sanction 04.02.88

C

Commerce avec l'ennemi (Pouvoirs transitoires), Loi sur le — 1947, ch. 24
(Trading with the Enemy (Transitional Powers))

LOI ABROGÉE 1996, ch. 16, art. 66
 EEV, 1996, ch. 16, art. 66 en vigueur 12.07.96 voir
 TR/96-67

Commission canadienne des affaires polaires, Loi sur la — 1991, ch. 6
(Canadian Polar Commission Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (TR/91-118)

LOI ABROGÉE, 2014, ch. 39, art. 169 (en vigueur)
art. 6, 2003, ch. 22, al. 224z.9)(A)
art. 20, abrogé, 2012, ch. 19, art. 181
art. 21, 2012, ch. 19, art. 182
 disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 199 (application *re* art. 20 et 21)
 EEV, 1991, ch. 6 en vigueur 09.09.91 voir TR/91-117
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir
 TR/2005-24
 EEV, 2012, ch. 19, art. 181, 182 et 199 en vigueur à la
 sanction 29.06.2012
 EEV, 2014, ch. 39 (sanction : 16.12.2014), art. 169 en
 vigueur 01.06.2015 voir TR/2015-36.

Commission canadienne du blé, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-24
(Canadian Wheat Board Act)

LOI ABROGÉE, 2011, ch. 25, art. 39 (en vigueur 01.08.2012)
art. 2, L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 1; 1991, ch. 47, par. 713(1) et (2); 1995, ch. 31, art. 1; 1998, ch. 17, art. 1 et 28(A); 1999, ch. 28, art. 152
art. 2.1, ajouté, 1998, ch. 17, art. 2
art. 3, 1998, ch. 17, art. 3
art. 3.01, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; 2011, ch. 25, art. 2
art. 3.02, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; 2011, ch. 25, art. 3
art. 3.03, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3
art. 3.04, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; 2011, ch. 25, art. 4(F)
art. 3.05, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; 2011, ch. 25, art. 5
art. 3.06, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; abrogé, 2011, ch. 25, art. 6
art. 3.07, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; abrogé, 2011, ch. 25, art. 6
art. 3.08, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; abrogé, 2011, ch. 25, art. 6
art. 3.09, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3
art. 3.1, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3
art. 3.11, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3
art. 3.12, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; 2011, ch. 25, art. 7

art. 3.13, ajouté, 1998, ch. 17, art. 3; 2011, ch. 25, art. 8
art. 4, 1998, ch. 17, art. 4 et 28(A); 2011, ch. 25, art. 9
art. 5, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 6, L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 2; 1998, ch. 17, art. 6 et 28(A)
art. 7, 1998, ch. 17, art. 7 et 28(A)
art. 8, L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 3; 1998, ch. 17, art. 8 et 28(A)
art. 9, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 10, 1998, ch. 17, al. 27a) et art. 28(A); 2000, ch. 12, art. 70
art. 11, 1998, ch. 17, al. 27b) et art. 28(A); 2000, ch. 12, art. 71
art. 12, abrogé, 1998, ch. 17, art. 9; ajouté, 2000, ch. 12, art. 72
art. 13, abrogé, 1998, ch. 17, art. 9
art. 14, abrogé, 1998, ch. 17, art. 9
art. 15, L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 4; abrogé, 1998, ch. 17, art. 9
art. 16, abrogé, 1998, ch. 17, art. 9
art. 17, abrogé, 1998, ch. 17, art. 9
art. 18, 1998, ch. 17, art. 10 et 28(A)
art. 18.1, ajouté, 2011, ch. 25, art. 9.1
art. 19, L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 5; 1991, ch. 33, art. 1; 1998, ch. 17, art. 11
art. 20, 1998, ch. 17, art. 28(A) et al. 29a)(F)
art. 21, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 22, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 24, L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 6; 1998, ch. 17, art. 12 et 28(A)
art. 25, L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 7; 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 25.1, ajouté, 1998, ch. 17, art. 13
art. 26, 1998, ch. 17, art. 14 et 28(A)
art. 27, 1998, ch. 17, art. 28(A) et al. 29b)(F)
art. 28, 1998, ch. 17, art. 15 et 28(A) et al. 29c)(F)
art. 29, 1998, ch. 17, art. 16
art. 31, 1998, ch. 17, art. 17
art. 32, 1995, ch. 31, art. 2; 1998, ch. 17, art. 18 et 28(A)
art. 33, L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 8; 1991, ch. 33, art. 2; 1994, ch. 39, art. 1; 1995, ch. 31, art. 3; 1998, ch. 17, art. 19 et 28(A); 2011, ch. 25, art. 10
art. 33.01, ajouté, 1998, ch. 17, art. 20
art. 33.1, ajouté, 1994, ch. 39, art. 2; 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 33.2, ajouté, 1994, ch. 39, art. 2
art. 33.3, ajouté, 1994, ch. 39, art. 2
art. 33.4, ajouté, 1994, ch. 39, art. 2; 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 33.5, ajouté, 1994, ch. 39, art. 2
art. 34, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 35, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 36, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 37, 1998, ch. 17, art. 21 et art. 28(A)
art. 38, 1998, ch. 17, art. 22 et 28(A)
art. 39, 1998, ch. 17, art. 22 et 28(A)
art. 39.1, ajouté, 1998, ch. 17, art. 22
art. 41, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 43, L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 32
art. 44, 1998, ch. 17, art. 28(A)

C

Commission canadienne du blé, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-24 (suite)

- partie IV**, 1998, ch. 17, art. 23
art. 45, 1994, ch. 47, art. 48; 1998, ch. 17, art. 28(A); 2011, ch. 25, art. 11
art. 46, 1988, ch. 65, art. 60; 1993, ch. 44, art. 49; 1994, ch. 47, art. 49; 1997, ch. 36, art. 204; 1998, ch. 17, art. 24 et 28(A)
art. 47, 1995, ch. 31, art. 4; 1998, ch. 17, art. 25
art. 47.1, ajouté, 1998, ch. 17, art. 25
art. 48, 1995, ch. 31, art. 5; 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 61.1, ajouté, 1998, ch. 17, art. 26
art. 62, 1991, ch. 46, art. 588; 1995, ch. 31, art. 6; 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 63, 1991, ch. 46, art. 589; 1995, ch. 31, art. 7; 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 64, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 65, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 66, 1998, ch. 17, art. 28(A) et al. 29d)(F)
art. 67, 1998, ch. 17, art. 28(A); 2012, ch. 19, art. 309
art. 68, 1995, ch. 31, art. 8
art. 70, 1998, ch. 17, al. 27c), art. 28(A) et al. 29e)(F)
art. 71, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 72, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 75, 1998, ch. 17, art. 28(A)
art. 76.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 172.1
disposition de coordination, 2012, ch. 19, art. 313 (ne s'applique pas)
dispositions générales, 2011, ch. 25, Partie 3, art. 41 à 43 (prorogation) et 45 (cessation d'effet) et Partie 4, art. 46 à 55 (dissolution)
dispositions transitoires, 1998, ch. 17, art. 33 et 34
dispositions transitoires, 2011, ch. 25, art. 12 et 13
EEV, L.R., ch. C-24, art. 20 à 22 entrent en vigueur à la date fixée par proclamation *voir* art. 77 mais jamais entrés en vigueur
EEV, L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 32 en vigueur 01.08.89 *voir* TR/89-175
EEV, L.R., ch. 38 (4^e suppl.) en vigueur 25.08.88 *voir* TR/88-182
EEV, 1988, ch. 65, art. 60 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9, *voir aussi* par. 150(2)
EEV, 1991, ch. 33 en vigueur à la sanction 29.10.91
EEV, 1991, ch. 46, art. 588, 589 en vigueur 01.06.92 *voir* TR/92-90
EEV, 1991, ch. 47, par. 713(1) en vigueur 01.06.92 *voir* TR/92-91; par 713(2) en vigueur à la sanction 13.12.91 *voir* art. 763
EEV, 1993, ch. 44, art. 49 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1
EEV, 1994, ch. 39, art. 1, 2 en vigueur à la sanction 24.11.94
EEV, 1994, ch. 47, art. 48, 49 en vigueur 01.08.95 *voir* TR/95-83
EEV, 1995, ch. 31, art. 1 à 8 en vigueur à la sanction 13.07.95
EEV, 1997, ch. 36, art. 204 est réputé entré en vigueur 01.01.98 et s'applique ou est réputé s'appliquer, d'une part, à toutes les marchandises dont il y est fait mention importées à compter de cette date et, d'autre part, aux marchandises déjà importées et qui n'ont pas fait, avant cette date, l'objet d'une déclaration en détail en application de l'art. 32 de la *Loi sur les douanes*, *voir* art. 214.
EEV, 1998, ch. 17,
— par. 3.02(1) et art. 3.06 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par l'art. 3 en vigueur à la sanction 11.06.98 *voir* par. 35(2);
— art. 1 et 2, art. 3.07 et 3.08 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par l'art. 3, par. 6(1), al. 6(1)c.1), c.2) et c.4) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par le par. 6(2), art. 12 à 15 et 17, al. 32(1)a) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le par. 18(1), par. 18(2) et (3) et art. 21, 23, 24, 29, 30 et 32 à 34 en vigueur 01.08.98 *voir* TR/98-85;
— art. 3 et 3.01, par. 3.02(2), (3) et (4) et 3.03(2), art. 3.04, 3.05 et 3.09, par. 3.1(2) et art. 3.11, 3.12 et 3.13 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par l'art. 3, art. 5, le par. 6(5) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le par. 6(3), art. 10 et 16 et par. 19(1), en vigueur 31.12.98 *voir* TR/98-122;
— art. 9, le sous-al. 33(1)a)(i) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le par. 19(2), en vigueur 01.01.99 *voir* TR/98-130
— les par. 3.03(1) et 3.1(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par l'art. 3, art. 4, les al. 6(1)c) et c.01) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par le par. 6(2), art. 8.1, 11, 26 et 31 en vigueur 31.12.98 *voir* par. 35(3) et *Gazette du Canada*, partie I, vol. 132, n°48, p. 3196;
— les sous-al. 33(1)a)(i.1) et (i.2) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par le par. 19(2), et les art. 27 et 28, entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'art. 3 de la présente loi, en vigueur 31.12.98 *voir* par. 35(7);
— le par. 19(3) de la présente loi entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'art. 9 de la présente loi, en vigueur 01.01.99 *voir* par. 35(8);
— l'al. 6(1)c.3) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le par. 6(2), les par. 6(2) et (4) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par le par. 6(3), l'art. 8, le par. 33(2) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le par. 19(4), l'art. 20, l'art. 39.1 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'art. 22, et l'art. 47.1 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'art., en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-108
— le par. 6(3) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le par. 6(3) et l'art. 47 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, tel qu'édicté par l'art. 25, abrogés avant leur entrée en vigueur le 31.12.2012 *voir* 2008, ch. 20, art. 3;
— l'art. 7 abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2012 *voir* 2008, ch. 20, art. 3;
— l'al. 32(1)b) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le par. 18(1), abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2012 *voir* 2008, ch. 20, art. 3;
— les par. 33(1.1), (3), (4) et (5) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par le par. 19(4)

C

Commission canadienne du blé, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-24 (suite)

abrogés avant leur entrée en vigueur le 31.12.2012 *voir* 2008, ch. 20, art. 3;
— les art. 38 et 39 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par l'art. 22, abrogés avant leur entrée en vigueur le 31.12.2012 *voir* 2008, ch. 20, art. 3
EEV, 1999, ch. 28, art. 152 en vigueur 28.06.99 *voir* TR/99-70
EEV, 2000, ch. 12, art. 70 à 72 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
EEV, 2006, ch. 9, art. 172.1 en vigueur 01.03.2007 *voir* TR/2007-19
EEV, 2011, ch. 25, art. 2 à 13 en vigueur à la sanction 15.12.2011; art. 39 (de la Partie 2) en vigueur 01.08.2012 *voir* TR/2011-120
EEV, 2012, ch. 19, art. 313 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 309 entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 314 – Non en vigueur

Commission canadienne des affaires polaires, Loi sur la — 1991, ch. 6
(*Canadian Polar Commission Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (TR/91-118) (*voir aussi* TR/2018-64)

LOI ABROGÉE, 2014, ch. 39, art. 169 (en vigueur 01.06.2015)
art. 6, 2003, ch. 22, al. 224z.9.(A)
art. 20, abrogé, 2012, ch. 19, art. 181
art. 21, 2012, ch. 19, art. 182
disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 199 (application *re* art. 20 et 21)
EEV, 1991, ch. 6 en vigueur 09.09.91 *voir* TR/91-117
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2012, ch. 19, art. 181, 182 et 199 en vigueur à la sanction 29.06.2012
EEV, 2014, ch. 39 (sanction : 16.12.2014), art. 169 en vigueur 01.06.2015 *voir* TR/2015-36.

Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire), Loi sur la — 2011, ch. 25, art. 14
(*Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (art. 2)

LOI ABROGÉE, 2011, ch. 25, art. 64
dispositions générales, 2011, ch. 25, art. 56 *re* application dispositions générales, Certificat de prorogation émis le 30.07.2015 sous le nom de compagnie G3 Canada Limited (nº de compagnie 928156-8)

EEV, 2011, ch. 25, art. 14 en vigueur 01.08.2012 *voir* TR/2011-120; art. 64 en vigueur à la sanction *mais voir* art. 56 *re* application

Commission d'énergie du Nord canadien, Loi sur la — L.R. (1985), ch. N-24
(*Northern Canada Power Commission Act*)

LOI ABROGÉE, ch. 7 (4^e suppl.), art. 1 en vigueur 01.11..89 *voir* TR/89-231 mais le texte original en vigueur 05.05.88 *voir* TR/88-84

Commission de réforme du droit, Loi sur la — L.R. (1985), ch. L-7
(*Law Reform Commission Act*)

LOI ABROGÉE 1993, ch. 1, art. 34
EEV, 1993, ch. 1, art. 34 en vigueur 15.03.93 *voir* TR/93-33

Commission du tarif, Loi sur la — L.R. (1985), ch. T-1
(*Tariff Board Act*)

LOI ABROGÉE L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 50
EEV, L.R., ch. 47 en vigueur 31.12.88 *voir* TR/89-3

Commission du textile et du vêtement, Loi sur la — L.R. (1985), ch. T-9
(*Textile and Clothing Board Act*)

LOI ABROGÉE, L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 51
EEV, L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 51 en vigueur 31.12.88 *voir* TR/89-3

Commissions portuaires, Loi sur les — L.R. (1985), ch. H-1
(*Harbour Commissions Act*)**Le ministre des Transports**

LOI ABROGÉE 1998, ch. 10, art. 201 (en vigueur, 09.10.2013)
art. 23, 1996, ch. 10, art. 230; 2011, ch. 21, art. 163
art. 25, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann. n° 12; 1990, ch. 16, art. 11; 1990, ch. 17, art. 22; 1992, ch. 51, art. 51
art. 33, 2012, ch. 31, art. 336
disposition de coordination, 2011, ch. 21, art. 165
disposition transitoire, 1992, ch. 51, art. 67

C

Commissions portuaires, Loi sur les — L.R. (1985), ch. H-1 (suite)

EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85 *voir TR/85-211*
 EEV, ch. 27 (2^e suppl.), art. 10 en vigueur 01.10.87 *voir TR/87-221*
 EEV, 1990, ch. 16, art. 11 en vigueur 01.07.90 *voir TR/90-90*
 EEV, 1990, ch. 17, art. 22 en vigueur 01.09.90 *voir TR/90-106*
 EEV, 1992, ch. 51, art. 51 et 67 en vigueur 30.01.93 *voir TR/93-11*
 EEV, 1996, ch. 10, art. 230 en vigueur 01.07.96 *voir TR/96-53*
 EEV, 1998, ch. 10, art. 201 en vigueur 09.10.2013 *voir TR/2013-107*
 EEV, 2011, ch. 21, art. 163 et 165 en vigueur à la sanction 29.11.2011
 EEV, 2012, ch. 31 (sanction : 14.12.2012), art. 336 en vigueur 01.04.2014 *voir TR/2014-33.*

Compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, Loi sur les — L.R. (1985), ch. I-12

(*Insurance Companies Act, Canadian and British*)

LOI ABROGÉE 1991, ch. 47, art. 761
 EEV, 1991, ch. 47 en vigueur 01.06.92 *voir TR/92-91*

Compagnies d'assurance étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. I-13

(*Insurance Companies Act, Foreign*)

LOI ABROGÉE 1991, ch. 47, art. 762
 EEV, 1991, ch. 47 en vigueur 01.06.02 *voir TR/92-91*

Compte de service et de réduction de la dette, Loi sur le — 1992, ch. 18

(*Debt Servicing and Reduction Account Act*)

LOI ABROGÉE 2003, ch. 15, art. 43
 EEV, 2003, ch. 15, art. 43 en vigueur à la sanction 19.06.2003

Concessions de terres domaniales, Loi sur les — L.R. (1985), ch. P-30

(*Public Lands Grants Act*)

LOI ABROGÉE 1991, ch. 50, art. 50
 EEV, 1991, ch. 24, art. 12 de l'Annexe III, tel qu'édicté par l'art. 51, abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2012 *voir 2008, ch. 20, art. 3*

EEV, 1991, ch. 50, art. 50 en vigueur 15.09.92 *voir TR/92-151*

Condition physique et sport amateur, Loi sur la — L.R. (1985), ch. F-25

(*Fitness and Amateur Sport Act*)

LOI ABROGÉE 2003, ch. 2, art. 39
 EEV, 2003, ch. 2, art. 39 en vigueur 15.06.2003 *voir TR/2003-129*

Conditions de travail dans les ports du Saint-Laurent, Loi sur les — L.R. (1966-67), ch. 49

(*St. Lawrence Ports Working Conditions Act*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68 (Annexe IV, n° 44)
 EEV, 1988, ch. 2 en vigueur à la sanction le 04.02.88

Conférences maritimes, Loi dérogatoire sur les — L.R. (1985), ch. S-10

(*Shipping Conferences Exemption Act*)

LOI ABROGÉE L.R., ch. 17 (3^e suppl.), art. 28 disposition générale, cessation d'effet, 31.12.87 *voir TR/87-85*
 EEV, L.R., ch. 17 (3^e suppl.), art. 28 en vigueur 17.12.87 *voir TR/88-9*

Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, Loi sur le — L.R. (1985), ch. C-4

(*Canada Employment and Immigration Advisory Council Act*)

LOI ABROGÉE 1993, ch. 1, art. 3
 EEV, 1993, ch. 1, art. 3 en vigueur 31.03.93 *voir TR/93-56*

Conseil consultatif de recherches sur les pêches et les océans, Loi sur le — L.R. (1985), ch. F-16

(*Fisheries and Oceans Research Advisory Council Act*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 29, art. 38
 EEV, 1995, ch. 29, art. 38 en vigueur 01.11.95 *voir TR/95-115*

C

**Conseil de recherches médicales, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. M-4**
(*Medical Research Council Act*)

LOI ABROGÉE 2000, ch. 6, art. 51
EEV, 2000, ch. 6, art. 51 en vigueur 31.05.2001 voir
TR/2001-66

**Conseil des sciences du Canada, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. S-5**
(*Science Council of Canada Act*)

LOI ABROGÉE 1993, ch. 1, art. 45
EEV, 1993, ch. 1, art. 45 en vigueur 31.03.93 voir TR/93-57

**Conseil économique du Canada, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. E-1**
(*Economic Council of Canada Act*)

LOI ABROGÉE 1993, ch. 1, art. 23
EEV, 1993, ch. 1, art. 23 en vigueur 31.03.93 voir TR/93-57

**Conseil national de l'esthétique industrielle,
Loi sur le — L.R. (1985), ch. N-6**
(*National Design Council Act*)

ABROGÉ, ch. 1 (4^e suppl.), art. 48
EEV, ch. 1 (4^e suppl.), art. 48 en vigueur 04.02.88

**Consentement à la vente de certaines
entreprises de télégraphe par câble et sans
fil établies en vertu des lois dites « Pacific
Cable Acts », 1901 à 1924, (Imp.) et « West
Indian Islands (Telegraph) Act, 1924 »,
(Imp.), Loi pour autoriser le — 1929, c. 50**
(*An Act to authorize consent to the sale of certain
cable... (Telegraph) Act, 1924 (Imp.)*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 27, art. 68 (Ann. IV n° 11)
EEV, 1988, ch. 27, art. 68 (Ann. IV n° 11) en vigueur à la
sanction 04.02.88

**Contaminants de l'environnement, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. E-12**
(*Environmental Contaminants Act*)

LOI ABROGÉE ch. 16 (4^e suppl.), par. 147

EEV, ch. 16 (4^e suppl.), par. 147(1) en vigueur 30.06.88 voir
TR/88-126; par. 147(2) en vigueur 01.07.94 voir
TR/94-40

**Convention sur les armes biologiques ou à
toxines, Loi de mise en oeuvre de la
— 2004, ch. 15, art. 106**

(*Biological and Toxin Weapons Convention
Implementation Act*)

LOI ABROGÉE, 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation
des lois*) 31.12.2016
EEV, 2004, ch. 15, art. 106, Loi abrogée avant son entrée en
vigueur 31.12.2016 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur
l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada*,
Partie I, Vol. 151, n° 9, pp. 875-876.

**Conventions entre le Dominion et les provinces
en matière de location de domaines fiscaux,
Loi de 1947 sur les**
(*Tax Rental Agreements*)

1947, ch. 58; 1949 (2^e sess.), ch. 19; 1952, ch. 49
LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68 (Annexe IV, n° 24)
EEV, 1988, ch. 2 en vigueur à la 04.02.88

**Corporation de développement du Canada,
Loi sur la — 1970-71-72, ch. 49**

LOI ABROGÉE, L.C. 1985, ch. 49, art. 14 en vigueur
01.05.86 voir *Gazette du Canada*, Partie I, 17.06.86, p.
2411

**Corporations canadiennes, Loi sur les
— S.R.C. 1970, ch. C-32**
(*Corporations Act, Canada*)

Le ministre de l'Industrie

LOI ABROGÉE au complet (31.12.2017)
Titre intégral, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313a)
art. 1, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 1; abrogé, 2009,
ch. 23, al. 313a)
art. 2, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313b)
art. 3, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 2; 1972, ch. 17,
art. 2; 1978-79, ch. 11, art. 10; 1986, ch. 35, art. 14,
ann. n° 5; 1995, ch. 1, art. 32; 1999, ch. 3, art. 17; 2002,
ch. 7, art. 89; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313b); 2015, ch. 3,
art. 13
art. 4, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313b)

C

Corporations canadiennes, Loi sur les — S.R.C. 1970, ch. C-32 (suite)

- art. 5**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 3; 1985, ch. 26, art. 85; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313c)
- art. 5.1, 5.2**, ajoutés, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 3; C.R.C., ch. 425; abrogés, 2009, ch. 23, al. 313c)
- art. 5.3-5.5**, ajoutés, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 3; abrogés, 2009, ch. 23, al. 313c)
- art. 5.6**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 3; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313d)
- art. 5.7**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 3; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313e)
- art. 6**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313f)
- art. 7**, 1985, ch. 26, art. 86; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313g)
- art. 8**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313g)
- art. 9 à 12**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313h)
- art. 13-14**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313i)
- art. 15**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313j)
- art. 16**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313j); 2017, ch. 6, art. 118
- art. 17 à 19**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313k)
- art. 20 à 25**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313l)
- art. 26**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313m)
- art. 27 à 33**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313n)
- art. 34 à 40**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313o)
- art. 41**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 4; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313o)
- art. 41.1**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 4; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313o)
- art. 42**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313o)
- art. 43**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313p)
- art. 44 à 64**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313q)
- art. 65 à 67**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313r)
- art. 68**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313s); 2017, ch. 6, art. 119
- art. 69 à 73**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313s)
- art. 74**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 5; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313t)
- art. 75 à 85**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313t)
- art. 86**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 6; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313t)
- art. 87 à 92**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313t)
- art. 93**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313u)
- art. 94 à 97**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313v)
- art. 98**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313w)
- art. 99**, 2004, ch. 25, art. 189; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313w)
- art. 100**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 7; 2000, ch. 12, art. 29; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313x)
- art. 100.1-100.6**, ajoutés, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 7; abrogés, 2009, ch. 23, al. 313x)
- art. 101**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313x)
- art. 102**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313y)
- art. 103**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z)
- art. 104-105**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 8; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z)
- art. 106**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.01)
- art. 107-108**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.02)
- art. 108.1-108.9**, ajoutés, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 9; abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.02)
- art. 109**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.03)
- art. 110**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 10; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.04)
- art. 111**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.04)
- art. 111.1**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 11; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.05)
- art. 112-113**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.06)
- art. 114**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 12; 1985, ch. 26, art. 35; abrogé, 1986, ch. 26, art. 51
- art. 114.1**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 12; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.07)
- art. 114.2**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 12; 1985, ch. 26, art. 36; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.07)
- art. 114.3**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 12; 1986, ch. 26, art. 52; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.07)
- art. 114.4**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 12; 1986, ch. 26, art. 53; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.07)
- art. 114.5 à 117**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.07)
- art. 118**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 13; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 118.1**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 13; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 119**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 13; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 120**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 120.1**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 14; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 121**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 15; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08); 2017, ch. 6, art. 120
- art. 122**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 16; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 122.1, 122.2**, ajoutés, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 17; abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 123**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 18; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 124**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 125**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 19; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 126-127**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 128**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 20; 1970-71-72, ch. 43, art. 3(2), ch. 63, art. 5; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 129**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 20; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 129.1**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 20; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 129.2**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 20; 2004, ch. 25, art. 190; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 129.3**, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 20; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.08)
- art. 130**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.09)
- art. 131**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 21; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.09)
- art. 132**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 22; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.09)
- art. 133**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 23; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.09)
- art. 134-135**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.1)

C

Corporations canadiennes, Loi sur les — S.R.C. 1970, ch. C-32 (suite)

- art. **135.1-135.93**, ajoutés, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 24; abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.*1*)
- art. **136-137**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.*1*)
- art. **138-139**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.*2*)
- art. **150**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 25; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*2*)
- art. **151-152**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.*3*)
- partie I**, [Nota : Aucune compagnie ne peut être constituée ni maintenue en existence en vertu de la Partie I *voir* 1974-75-76, ch. 33, art. 262.]
- art. **153-154**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.*3*)
- art. **155**, 1985, ch. 26, art. 87; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*3*)
- art. **156**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*3*)
- art. **157**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 26; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*3*)
- art. **157.1**, ajouté, 1986, ch. 26, art. 54; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*3*)
- art. **158-159**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.*4*)
- art. **160**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*5*)
- art. **161**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 27; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*5*)
- art. **161.1**, ajouté, 1986, ch. 26, art. 55; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*5*)
- art. **162 à 214**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.*5*)
- art. **215**, abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*6*)
- art. **216**, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 28; abrogé, 2009, ch. 23, al. 313z.*6*)
- art. **217 à 220**, abrogés, 2009, ch. 23, al. 313z.*7*)
- annexe**, ajoutée, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 29; abrogée, 2009, ch. 23, al. 313z.*8*)
- disposition de coordination, 2015, ch. 3, art. 173
- disposition de coordination, 2017, ch. 6, art. 133
- dispositions générales, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 36
- dispositions générales, 2009, ch. 23, al. 313z.*9*) (abrogation); art. 340 (vaut mention de la Partie 19 de 2009, ch. 23)
- disposition transitoire, 1986, ch. 25, art. 14 *voir* art. 15
- dispositions transitoires, 2009, ch. 23, art. 297 à 299
- EEV, S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.) en vigueur 31.03.71 *sauf* l'art. 120A de la *Loi sur les Corporations canadiennes*, édicté par l'art. 17, en vigueur 31.03.71 *voir* DORS/71-44
- EEV, 1985, ch. 26, art. 35, 36 et 85 à 87 en vigueur 15.10.85 *voir* TR/85-188
- EEV, 1986, ch. 26, art. 52-55 en vigueur 19.06.86 *voir* TR/86-109
- EEV, 1986, ch. 35, art. 14, ann., n° 5 en vigueur 01.10.87 *voir* TR/87-221
- EEV, 1995, ch. 1, art. 32 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48
- EEV, 1999, ch. 3, art. 17 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 92
- EEV, 2000, ch. 12, art. 29 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
- EEV, 2002, ch. 7, art. 89 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
- EEV, 2004, ch. 25, art. 189 et 190 en vigueur à la sanction 15.12.2004
- EEV, 2009, ch. 23, par. 297(2) à (4), (6) et (7) en vigueur à la sanction 23.06.2009 *voir* par. 372(1);
- par. 297(1) et (5), art. 298, 299, al. 313z.*4*) et z.*6*) et art. 340 en vigueur 17.10.2011 *voir* TR/2011-87
- art. 313 préc. al. *a*), les al. *c*, *e*, *g*, *i*, *k*, *m*, *o*), *q*, *t*, *v*), *x*), *z*), *z.02*), *z.04*), *z.1*), *z.5*) et *z.8*) en vigueur 12.03.2010 *voir* TR/2010-25;
- les al. 313*a*), *b*), *d*), *f*), *h*), *j*), *l*), *n*), *p*), *r*), *s*), *u*), *w*), *y*), *z.01*), *z.03*), *z.05*) à *z.09*), *z.2*), *z.3*), *z.7*) et *z.9*) en vigueur 31.12.2017 *voir* TR/2018-1.
- EEV, 2015, ch. 3, art. 13 et 173 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
- EEV, 2017, ch. 6, art. 133 en vigueur à la sanction 16.05.2017; art. 118 à 120 en vigueur 21.09.2017 *voir* TR/2017-47.

Cour permanente de justice internationale, Le Statut de la — 1921, ch. 46
(*Permanent Court of International Justice Act*)

LOI ABROGÉE. 1993, ch. 34, art. 149
EEV, 1993, ch. 34, art. 149 en vigueur à la sanction 23.06.93

Crédit agricole, Loi sur le — L.R. (1985), ch. F-2
(*Farm Credit Act*)

LOI ABROGÉE 1993, ch. 14, art. 17
EEV, 1993, ch. 14, art. 17 en vigueur à la sanction 02.04.93

Crédit aux groupements agricoles, Loi sur le — L.R. (1985), ch. F-5
(*Farm Syndicates Credit Act*)

LOI ABROGÉE 1993, ch. 14, par. 18(1)
EEV, 1993, ch. 14, art. 18 en vigueur à la sanction 02.04.93

Criminels fugitifs, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-32
(*Fugitive Offenders Act*)

LOI ABROGÉE 1999, ch. 18, art. 130
EEV, 1999, ch. 18, art. 130 en vigueur à la sanction 17.06.99